



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS SEANCE DU 14 OCTOBRE 2010

DELIBERATION 2010 026 – Modifications statutaires

Le jeudi 16 décembre 2010 les membres du comité syndical, convoqués le 30 novembre 2010, se sont réunis en séance publique au Syndicat mixte Autolib' à l'Hôtel de Ville de Paris (5 rue de Lobau 75004 PARIS), à 09h30 heures, sous la présidence d'**Annick LEPETIT**, Présidente du Comité Syndical.

Étaient présents,

Bernard ACCART, COURBEVOIE
Pierre AVRIL, CA Sud de Seine (MALAKOFF)
Alain BERGOT, MAISONS-ALFORT
Samuel BESNARD, CACHAN
Bruno CHANUT, NANTERRE
Michel DELOISON, NEUILLY-SUR-SEINE
Jacques DUBY, SEVRES
Geneviève GAILLABAUD, LA GARENNE COLOMBES
Guillaume GARDILLOU, CA Grand Paris Seine Ouest (BOULOGNE-BILLANCOURT)
Jacques GODARD, LE BOURGET
William LANZ, ASNIERES
Pierre MANSAT, PARIS
Jean-Luc MILLARD, DRANCY
Christophe PAQUIS, LES LILAS
Patrice PATTÉE, SCEAUX
Sophie TAILLE-POLIAN, VILLEJUIF
Bruno TUDER, CA Sud de Seine (BAGNEUX)

Ont donné pouvoir en leur nom avant l'ouverture de la séance :

Benoît WOESSMER, CC Charenton-le-Pont-Saint-Maurice (SAINT-MAURICE) à **Anne-Marie THIERCE** (CHARENTON-LE-PONT)
Gérard MAHE CA Sud de Seine (FONTENAY-AUX-ROSES) à **Pierre AVRIL**, CA Sud de Seine (MALAKOFF)
Joseph ROSSIGNOL, LIMEIL-BREVANNES à **Sophie TAILLE-POLIAN**, VILLEJUIF
René ROUQUET, CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (ALFORTVILLE) à **Samuel BESNARD**, CACHAN
Sophie DESCHIENS, LEVALLOIS-PERRET à **Guillaume GARDILLOU**, CA Grand Paris Seine Ouest (BOULOGNE-BILLANCOURT)

Étaient absents et représentés :

Patrick BEAUDOUIN, SAINT-MANDÉ, par **Françoise FOUGEROLE**
Alain BORTOLAMEOLLI, VILLENEUVE-LA-GARENNE, par **Jean-Christophe ATTARD**
Marc EVERBECQ, BAGNOLET, par **Daniel BERNARD**
Delphine HERBERT, CC Charenton-le-Pont-Saint-Maurice (CHARENTON-LE-PONT) par **Anne-Marie THIERCE**

Etaient absents et non représentés :

Gérald CALZETTONI, ROMAINVILLE
Laurent CATHALA, CRÉTEIL
Nicolas CHOJNACKI, MONTROUGE
François KALFON, Région Île-de-France
Philippe KALTENBACH, CA Sud de Seine (CLAMART)
Philippe LEBEAU, PANTIN
Christian METAIRIE, ARCUEIL

Ont également assisté à la séance sans participation au vote :

Hervé AUDIC, SCEAUX
Jean-Paul BOULET, CHATILLON
Marianne BUHLER, Grand Paris Seine Ouest (ISSY-LES-MOULINEAUX)
Jean-Paul GAUDIN, Grand Paris Seine Ouest (VILLE D'AVRAY)

DELIBERATION 2010 026 – Modifications statutaires

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert *Autolib'*,

Vu les statuts du syndicat mixte *Autolib'*,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique : de modifier les statuts de la façon suivante :

A l'article 15, rajouter « *ou dispositions résultant de la convention de délégation de service public* » après « *sauf faillite du délégataire* ».

Remplacer l'article 16 par :

« *Article 16.1: Mise à disposition des biens*

Sauf dispositions contraires prévues au présent article, le transfert de l'exploitation du service public de véhicules automobiles en libre service au syndicat mixte entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaires à son exercice dans les conditions prévues par les articles L.1321-1 (trois premiers alinéas), L.1321-2 (deux premiers alinéas) et des articles L.1321-4, L.1321-4, L.1321-5 du CGCT.

L'ensemble des droits et obligations attachés aux biens, équipements et services publics à la date du transfert est transféré à titre gratuit au syndicat mixte.

Le syndicat mixte est substitué de plein droit, à la date du transfert de la compétence visée à l'alinéa premier du présent article, aux membres dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les collectivités et établissements n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. Le membre qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

Le règlement intérieur s'efforce de tenir régulièrement à jour la liste des terrains et biens affectés au Syndicat.

L'affectation des personnels et des moyens mis à leur disposition est décidée dans les mêmes conditions.

Lorsque ces biens sont situés sur une dépendance du domaine public d'une commune ou d'un EPCI membre du syndicat, il est procédé à une superposition d'affectations entre la commune ou l'EPCI propriétaire et le syndicat qui fait l'objet d'une convention.

Article 16.2 : Versement des subventions d'investissement par station

La subvention d'investissement prévue à l'article 7 peut être financée soit par la Commune ou l'EPCI, soit par la Région ou le Département, soit par le Syndicat.

La convention de mise à disposition visée à l'article 16.1 indique le mode de financement prévu pour chaque station.

Pour les stations subventionnées directement par les Communes ou les EPCI sur le domaine public de ceux-ci, la subvention correspondante fait l'objet d'un remboursement partiel calculé sur la base d'un montant annuel de 750 € par place AUTOLIB'. S'agissant des stations subventionnées par la Région ou les Départements, les modalités de versement et de remboursement des subventions sont prévues dans des conventions spécifiques conclues avec eux. »

La Présidente du Comité Syndical

